

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE SCOLAIRE

Mamer et les autres



Le projet de loi sur le fonctionnement du lycée de Mamer soulève une nouvelle fois la question de la répartition équitable de l'offre scolaire sur tout le pays.

(roga) - Morose paysage de conteneurs, gigantesques campus concentrationnaires pour élèves, éparpillement du préparatoire sur une multitude de sites - les déficits dans les infrastructures scolaires du postprimaire restent à tel point catastrophiques, qu'ils continuent à mener la liste des priorités du MENFP.

Génie de Mamer

La plus nouvelle des constructions en matière scolaire vient de se voir doter, près de trois ans après le projet de bâtiment, d'un projet de loi concernant son contenu.

Le nouveau lycée de Mamer présente un profil proche de celui des lycées techniques de Dudelange et de Pétange: cohabitation du secondaire et du technique, préparatoire inclus dans le cycle inférieur, continuation d'une unique filière technique des métiers du bâtiment, appelée (pour apaiser les esprits) "génie civil", jusqu'à la fin des études.

Or, le profil des élèves de la région étant à près de 60 pour cent celui d'élèves du secondaire classique, les communes du canton avait fait part de leur souhait de voir se prolonger le classique jusqu'en terminale. L'arrêt de cette filière plus prestigieuse a d'ailleurs persuadé maints parents à Dudelange d'envoyer leurs enfants directement à Esch ou à Luxembourg,

puisque de toute façon ils devront changer au plus tard après la 5e. Ce même handicap pourra donc également frapper le futur Lycée technique Josy Barthel de Mamer, tout comme d'ailleurs le nouveau Lycée Aline Mayrisch de Saint Hubert, où l'enseignement classique s'arrête également après la 5e. Dans l'esprit d'une meilleure répartition de l'offre scolaire, l'opposition au parlement avait récemment plaidé pour une offre complète dans tous les nouveaux lycées.

Les aléas de la planification

En mars 1999, la ministre précédente avait proposé un document sur la planification des infrastructures scolaires. Le paysage scolaire était divisé en trois "pôles d'enseignement": le centre avec les lycées de la capitale, de Mamer et de l'Est; le nord avec ceux d'Ettelbruck, de Diekirch et de Wiltz; le sud avec les établissements d'Esch, de Pétange et de Dudelange.

L'approche consiste à offrir dans chacun des trois pôles une offre scolaire complète, tant dans le secondaire que dans l'EST, hormis évidemment des filières très spécifiques comme le lycée hôtelier ou le lycée agricole.

La nouvelle ministre est restée fidèle, dans les grandes lignes, aux propos de sa prédécesseure, mais elle est bel et bien forcée de se soumettre à l'obligation de la loi sur l'aménagement du territoire, qui prévoit un plan sectoriel. Si cette approche globale est d'emblée salutaire, elle risque cependant de retarder des projets pour lesquels il n'y a aucune contestation. Ainsi, le prochain lycée de Rédange est prêt à la mise en route. Les communes concernées ont choisi un terrain, les problèmes d'accès et de transport scolaire sont étudiés. On pourrait donc immédiatement déposer les deux projets de loi sur le fonctionnement, respectivement sur la construction.

Cette semaine, les ministres de l'Education, de l'Intérieur et des Travaux publics ont eu une dernière réunion de concertation dont les conclusions vont

probablement être présentées à la mi-mars. On apprend de source bien informée que les prochaines constructions seront celles de Rédange, de Junglinster et celle de la délocalisation du Lycée Hubert Clement sur la friche de Terre Rouge. Le sort du LTMA de Pétange n'est pas encore définitivement résolu, puisque l'option de deux bâtiments plus réduits à Pétange et à Differdange n'a pas encore été étudiée, malgré la promesse de la ministre en novembre dernier. D'autres sites restent en attente. Dans la planification antérieure, un site dans le sud-est du pays avait été proposé afin de drainer les élèves de la région Remich-Frisange. Pour valoriser la nouvelle autoroute de la Sarre, les responsables avaient émis l'étrange concept d'implanter ce lycée non pas à Remich, mais près du contournement sud de la capitale - les élèves auraient été amenés par bus via l'autoroute. On voit à quelles drôles d'idées l'"ESB automobile" peut mener dans notre pays. Les autres lycées en veilleuse sont tributaires de l'évolution démographique de la région, comme celui de Belval, où certains rêvent d'un lycée doté d'un horaire spécialement aménagé pour les élèves sportifs.

Pour ce qui est de l'offre de filières complètes dans le secondaire pour chaque lycée, cette option n'a pas trouvé la grâce des responsables qui jugent que la masse critique n'est pas encore atteinte partout et que l'on risque d'aboutir à des effectifs de classes en-dessous des normes économiques.

Un dernier aspect de l'aménagement du territoire scolaire est celui d'une offre complémentaire de concepts pédagogiques originaux. Une offre résolument alternative à la "fast school" du modèle "horaire aménagé", est celle de l'initiative pour un lycée coopératif à plein temps, "Lycop", promue depuis belle lurette par un groupe d'enseignant-e-s hautement motivé-e-s. La demande des initiateurs du "Lycop" de pouvoir démarrer leur expérience sur base d'un corps enseignant motivé, recruté sur base d'un appel sur projet dans le lycée Aline Mayrisch de Saint Hubert et, ensuite, dans le lycée Josy Barthel à Mamer, s'est vue réfutée par des argumentations houleuses du ministère. C'est désormais sur Rédange que se tournent leurs ultimes espoirs.

Petite lueur d'espoir toutefois dans ce paysage uniforme de l'archipel scolaire luxembourgeois: Les responsables du Lycée "AliMa" vont présenter un projet pédagogique original pour leur lycée. La modestie reste toutefois de mise dans la pédagogie luxembourgeoise.

Photo: Christian Mosar

Pour une régularisation...

...rapide; simple; définitive; courageuse; large; sur base d'un texte législatif ou réglementaire; avec une date butoir - la plus proche possible de la date de sa publication au Mémorial -; accompagnée d'une réadaptation de la politique et de la législation d'immigration et d'asile; avec un sursis immédiat des mesures d'éloignement du territoire pour les personnes en situation administrative irrégulière et ce jusqu'aux décisions définitives sur les formes et conditions de régularisation. Voilà les propositions présentées mardi dernier par la "plate-forme pour une régularisation des sans papiers". Celle-ci se compose d'associations d'aide aux personnes étrangères et de syndicats et réagit ainsi à l'annonce d'un débat parlementaire au sujet des régularisations, le 15 mars prochain. La plate-forme est d'avis que ce débat "devra clore le temps des discussions pour aboutir à une régularisation effective. Car, face à la précarité des personnes concernées, nous estimons qu'il est urgent d'agir". Un accord de principe de tous les bords politiques existe depuis longtemps, mais la concrétisation de ce principe n'avance qu'à petits pas...

Par où la station service?

Suite "aux seules informations obtenues par voie de presse", au sujet de la volonté du gouvernement d'implanter une aire de service sur le territoire de la commune de Burmerange, le conseil communal concerné a confirmé récemment son opposition formelle à cette décision: Ce conseil est d'avis que les habitant-e-s de Burmerange ont, jusqu'à présent, fait preuve d'une solidarité non négligeable vis-à-vis d'un certain nombre de communes de la région en acceptant que la liaison routière avec la Sarre passe par leur territoire. Le tracé retenu n'aurait que des désavantages: scission de la commune, perte de terres arables "d'excellente qualité", nuisance de bruit et d'odeur, ... Opposition également au sujet du site, situé à peine à 500 mètres de la limite du périmètre d'habitation. L'argument de la non-proximité - le gouvernement se référant à la dernière habitation existante au lieu du périmètre défini par l'administration communale - serait donc sans fondement. Autre raison avancée pour un site alternatif: les problèmes de sécurité. Ainsi la commune de Burmerange souligne qu'elle n'est pas en mesure de garantir un service d'incendie et de sauvetage de l'envergure qu'exige une telle aire de service. Un argument brûlant donc.

Neuwahlen in Bissen

Immerhin 549 Unterschriften hat die Bürgerinitiative Bissen für ein Referendum für Neuwahlen gesammelt. Das ist rund die Hälfte aller WählerInnen in der Gemeinde. Bissens Bürgermeister Camille Petry nahm die Petition gestern entgegen. Alain Feiereisen, Mitglied der BI Bissen, glaubt sogar, dass grundsätzlich mehr BissenerInnen die Petition befürworten. Aus Angst, durch eine öffentlich geleistete Unterschrift möglicherweise Probleme im Dorf zu bekommen, hätten viele die Petition nicht unterschrieben, so Feiereisen. Bei einem Referendum für Neuwahlen rechnet die BI mit rund 70 Prozent Zustimmung. Hintergrund für die Forderung nach Neuwahlen ist die Einsetzung des Bürgermeisters Camille Petry durch Innenminister Michel Wolter und seine Ankündigung, lediglich Komplementarwahlen zu gestatten. Viele BürgerInnen sind über die ministerielle Entscheidung erbost und fühlen sich um ihr Wahlrecht betrogen. Ein erster Versuch die Petition zu übergeben, scheiterte vergangene Woche an der Abwesenheit des Bürgermeisters: Petry hatte den vereinbarten Termin vergessen.

